

1981, chapitre 22

**LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES
DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ
ET DES SERVICES SOCIAUX**

Projet de loi n° 27

présenté par M. Pierre Marc Johnson

Première lecture le 19 novembre 1981

Deuxième lecture le 15 décembre 1981

Troisième lecture le 19 décembre 1981

Sanctionnée le 19 décembre 1981

Entrée en vigueur le 19 décembre 1981, sauf aa. 1, 4, 7 à 10, 14 à 23, par. 1°, 3°, 4°, 6° de a. 24, aa. 25 à 29, 33, 35, 36, 40, 42, aa. 18.1, 18.2, 18.5 du chapitre S-5 édictés par a. 43, aa. 46, 49, 52 à 55, 57, 59 à 82, 86 à 91, 94 à 96, 100, 102, 3° al. de a. 113 et a. 116 qui entreront en vigueur par proclamation du Gouvernement

Lois modifiées:

Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29)

Loi sur le ministère des affaires sociales (L.R.Q., chapitre M-23)

Loi médicale (L.R.Q., chapitre M-9)

Loi sur les dentistes (L.R.Q., chapitre D-3)

Loi sur la pharmacie (L.R.Q., chapitre P-10)

Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5)

Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5)

Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35)



Éditeur officiel
Québec



CHAPITRE 22

Loi modifiant diverses dispositions législatives
dans le domaine de la santé et des services sociaux

[Sanctionnée le 19 décembre 1981]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

L.R.Q.,
c. A-29,
a. 3, mod.

1. L'article 3 de la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29), modifié par l'article 2 du chapitre 1 et par l'article 273 du chapitre 63 des lois de 1979, est de nouveau modifié par le remplacement des neuvième et dixième alinéas par les suivants:

Services
assurés.

«Cependant, les services visés dans le premier alinéa auxquels une personne a droit en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5) et de la Loi sur l'assurance-hospitalisation (L.R.Q., chapitre A-28) ou qui sont rendus en vertu de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (1979, chapitre 63) demeurent des services assurés en vertu de la présente loi.

Tâches
adminis-
tratives.

La Régie assume aussi, conformément aux dispositions d'une entente, le coût des services qui sont requis d'un professionnel de la santé par un établissement ou un conseil régional au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour l'exécution de tâches administratives reliées à l'organisation et au fonctionnement des services dispensés dans cet établissement ou pour ce conseil régional.

Service
par un mé-
decin en
stage de
formation.

Un service fourni par un médecin qui est en stage de formation pour l'obtention d'un premier certificat de spécialiste n'est un service assuré que s'il est fourni dans un établissement autre que celui où il est en stage ou pour un conseil régional. Lorsqu'il fournit un service qui n'est pas assuré au sens du présent article à une personne qui réside au Québec, ce médecin doit, dans les cas et en la forme prescrits, aviser cette personne que ce service n'est pas assuré.».

L.R.Q.,
c. A-29,
a. 4, mod. **2.** L'article 4 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Liste des
médica-
ments.

«**4.** Le ministre dresse la liste des médicaments dont la Régie assume le coût en vertu du troisième alinéa de l'article 3; cette liste indique notamment les dénominations communes, les marques de commerce, les noms des fabricants, le prix ou la méthode de fixation du prix de chaque médicament et le montant maximum, s'il y a lieu, dont la Régie assume le paiement dans les cas, conditions ou circonstances qu'il détermine.».

L.R.Q.,
c. A-29,
a. 15, mod. **3.** L'article 15 de cette loi est modifié par le remplacement des quatrième et cinquième alinéas par les suivants:

Montant
inférieur à
5,00 \$.

«Si le montant total des remboursements ou des ajustements qui doivent être effectués à l'égard d'une même personne en vertu d'un contrat conclu pour au plus une année est inférieur à 5 \$, le montant n'est pas exigible mais il doit être remis au ministre pour être versé au Fonds de la recherche en santé du Québec visé dans l'article 96.

Exception.

Le premier alinéa ne s'applique pas à un contrat qui a pour objet l'excédent du coût des services assurés rendus en dehors du Canada ou l'excédent du coût des médicaments dont la Régie assume le paiement.».

L.R.Q.,
c. A-29,
a. 19, mod. **4.** L'article 19 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

Rémunéra-
tion des
profes-
sionnels.

«Une entente peut prévoir une rémunération différente pour la fourniture de services médicaux dans un territoire où le ministre estime que les effectifs de professionnels de la santé sont insuffisants.

Rémunéra-
tion des
médecins.

Elle peut également prévoir une rémunération différente pour les médecins durant les premières années d'exercice de leur profession ou de leur spécialité dans le cadre du régime, selon le territoire où ils exercent ou le genre d'activité qu'ils exercent.

Territoires
dépourvus
de profes-
sionnels.

Le ministre détermine, par arrêté publié à la *Gazette officielle du Québec*, après consultation des organismes représentatifs des professionnels de la santé concernés, les territoires qu'il estime insuffisamment pourvus de professionnels. Cet arrêté peut viser l'ensemble des professionnels d'un territoire ou une partie d'entre eux compte tenu de leur genre d'activité.

Défaut
d'entente.

À défaut d'entente pour déterminer la rémunération différente visée dans le troisième alinéa, le gouvernement peut, par décret publié à la *Gazette officielle du Québec* qui tient lieu d'une entente, fixer cette rémunération. Il peut de même déterminer le nombre d'années d'exercice d'un médecin pendant lesquelles cette

rémunération s'applique; ce nombre ne peut excéder trois ans. Un décret qui diminue les conditions de rémunération applicables aux médecins durant les premières années d'exercice de leur profession ou spécialité ne s'applique qu'au médecin qui commence à exercer sa profession ou spécialité après la date d'entrée en vigueur de ce décret.

Entente à titre expérimental.

Le ministre peut, à titre expérimental et pour une période déterminée, conclure une entente particulière avec les professionnels d'un département clinique d'un établissement pour l'application à l'ensemble de ces professionnels d'un mode de rémunération prévu à une entente conclue en vertu du premier alinéa. Cette entente requiert, au préalable, l'assentiment des professionnels de la santé concernés, du conseil d'administration de l'établissement et de l'organisme représentatif des professionnels de la santé concernés.

Diminution de services médicaux dans un territoire.

Si la diminution de services médicaux dans un territoire met en péril la santé publique, le ministre peut, afin de permettre que ces services soient fournis adéquatement dans un établissement de ce territoire, conclure pour une période déterminée une entente particulière avec un professionnel de la santé.»

L.R.Q.,
c. A-29,
a. 19.1, aj.

5. Cette loi est modifiée par l'insertion après l'article 19 du suivant:

Conditions de travail des internes ou des résidents.

«**19.1** Le ministre peut, avec l'approbation du gouvernement, conclure avec un organisme représentatif des internes ou des médecins résidents une entente sur les conditions de travail applicables aux internes ou aux médecins résidents en stage de formation dans les établissements affiliés à une université.

Application.

Les huitième et neuvième alinéas de l'article 19 s'appliquent à cette entente.»

L.R.Q.,
c. A-29,
a. 22, mod.

6. L'article 22 de cette loi, modifié par l'article 15 du chapitre 1 des lois de 1979, est de nouveau modifié:

1° par l'addition à la fin du quatrième alinéa de ce qui suit: «Cependant un pharmacien peut exiger la différence entre le prix du médicament indiqué à la liste et le montant dont la Régie assume le paiement.»;

2° par le remplacement du cinquième alinéa par le suivant:

Service non fourni.

«Il ne peut exiger ou recevoir paiement de la Régie ou d'un bénéficiaire, selon le cas, pour un service qui n'a pas été fourni, qu'il n'a pas fourni lui-même, qu'il n'a pas fourni conformément à une entente ou qu'il a faussement décrit.»;

3° par le remplacement du huitième alinéa par le suivant:

Infraction
et peine.

«Un professionnel de la santé qui contrevient au quatrième, cinquième ou sixième alinéa et quiconque contrevient au septième alinéa commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en plus des frais, d'une amende d'au moins 1 000 \$ et d'au plus 2 000 \$, s'il s'agit d'une première infraction, et pour toute infraction subséquente dans les deux ans d'une amende d'au moins 2 000 \$ et d'au plus 5 000 \$.».

L.R.Q.,
c. A-29,
a. 22.1,
mod.

7. L'article 22.1 de cette loi est modifié par l'addition, après le premier alinéa, du suivant:

Délai de
présenta-
tion du re-
levé d'hon-
oraires.

«Le professionnel de la santé ou un établissement doit, pour avoir droit d'être rémunéré par la Régie, lui soumettre son relevé d'honoraires dûment complété dans les trois mois de la date où le service assuré est fourni. La Régie peut prolonger ce délai si un professionnel de la santé ou un établissement lui démontre qu'il a été en fait dans l'impossibilité d'agir plus tôt ou en cas de décès d'un professionnel.».

L.R.Q.,
c. A-29,
a. 22.2,
mod.

8. L'article 22.2 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Services
fournis non
conformé-
ment à
l'entente.

«**22.2** Lorsque la Régie est d'avis que des services dont le paiement est réclamé par un professionnel de la santé ou pour lesquels il a obtenu paiement au cours des trente-six mois précédents, étaient des services fournis non conformément à l'entente, elle peut refuser le paiement de ces services ou procéder à leur remboursement par compensation ou autrement, selon le cas. Les différends résultant du présent alinéa sont tranchés par le conseil d'arbitrage institué par l'article 54.»;

2° par l'addition après le quatrième alinéa du suivant:

Délai d'ap-
pel.

«Le professionnel de la santé qui veut se pourvoir d'une décision de la Régie devant le tribunal compétent doit le faire dans les six mois de la réception de cette décision.».

L.R.Q.,
c. A-29,
a. 31, mod.

9. L'article 31 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Infraction
et peine.

«Quiconque contrevient au présent article commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en plus des frais, d'une amende d'au moins 1 000 \$ et d'au plus 2 000 \$ et, pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende d'au moins 2 000 \$ et d'au plus 5 000 \$.».

L.R.Q.,
c. A-29,
a. 38,
remp.

10. L'article 38 de cette loi, modifié par l'article 26 du chapitre 1 des lois de 1979, est remplacé par le suivant:

Prescrip-
tion des
recours.

«**38.** Un recours contre la Régie en application de la présente loi, d'un règlement ou d'une entente pour une réclamation de

rémunération ou pour le paiement ou le remboursement du coût de services assurés se prescrit par six mois à compter de la décision de la Régie qui y donne ouverture. Ce délai est suspendu lorsqu'un différend qui résulte de cette décision est soumis à un conseil d'arbitrage.

Exception pour le bénéficiaire. Cependant, dans le cas d'un bénéficiaire, ce recours se prescrit par deux ans de la date où le service assuré est fourni.»

L.R.Q., c. A-29, a. 42, mod. **11.** L'article 42 de cette loi est modifié par l'addition, après le premier alinéa, du suivant:

Maintien en fonction. «À la fin de leur mandat, les membres d'un comité demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils aient été nommés de nouveau ou remplacés.»

L.R.Q., c. A-29, a. 46, mod. **12.** L'article 46 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Quorum. «**46.** Le quorum d'un comité est de trois membres ayant droit de vote dont le président ou le vice-président en cas d'incapacité d'agir du président.»

L.R.Q., c. A-29, a. 52.1, aj. **13.** Cette loi est modifiée par l'addition après l'article 52 du suivant:

Intérêt sur les sommes dues à la Régie. «**52.1** Les sommes dues à la Régie en vertu de la présente loi portent intérêt au taux fixé en vertu de l'article 28 de la Loi sur le ministère du revenu (L.R.Q., chapitre M-31) à compter du quarante-cinquième jour de la date où la Régie en avise le débiteur.

Recouvrement. Le montant de cet intérêt est recouvrable de la même manière que la créance principale.»

L.R.Q., c. A-29, a. 54, remp. **14.** L'article 54 de cette loi est remplacé par le suivant:

Juridiction exclusive sur les différends. «**54.** Un différend qui résulte de l'interprétation ou de l'application d'une entente est soumis à un conseil d'arbitrage, exclusivement à tout tribunal de juridiction civile.

Composition du conseil d'arbitrage. La composition du conseil d'arbitrage et la nomination de ses membres peuvent être déterminées dans une entente. À défaut, elles sont déterminées par le ministre du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu après consultation des organismes représentatifs des professionnels de la santé.»

L.R.Q., c. A-29, a. 54.1, aj. **15.** Cette loi est modifiée par l'addition après l'article 54 du suivant:

Greffier. «**54.1** Le ministre nomme le greffier du conseil d'arbitrage. Celui-ci est rémunéré par la Régie.».

L.R.Q., c. A-29, a. 58, remp. **16.** L'article 58 de cette loi est remplacé par le suivant:

Assignation des témoins. «**58.** Sur demande des parties ou du conseil d'arbitrage, les témoins sont assignés par ordre écrit signé par le greffier du conseil; celui-ci peut faire prêter serment.».

L.R.Q., c. A-29, a. 61, mod. **17.** L'article 61 de cette loi est modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

Transmission de la sentence. «Le greffier du conseil transmet la sentence du conseil aux parties sous pli recommandé ou certifié.».

L.R.Q., c. A-29, a. 62, remp. **18.** L'article 62 de cette loi est remplacé par le suivant:

Effet de la sentence et homologation. «**62.** La sentence d'un conseil d'arbitrage lie les parties; elle est homologuée, à la demande de l'une des parties, par la Cour supérieure ou la Cour provinciale selon leur compétence respective, et le jugement est alors exécutoire sous l'autorité du tribunal qui a homologué la sentence.».

L.R.Q., c. A-29, a. 64, mod. **19.** L'article 64 de cette loi, modifié par l'article 40 du chapitre 1 des lois de 1979, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement de la phrase introductive du troisième alinéa par la suivante:

Contenu du relevé. «La Régie doit, dans les cas, conditions ou circonstances déterminés par règlement, transmettre à tout bénéficiaire pour qui elle a payé des services assurés un relevé qui indique:»;

2° par l'abrogation des quatrième et cinquième alinéas.

L.R.Q., c. A-29, a. 65, mod. **20.** L'article 65 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Renseignements à certaines corporations professionnelles. «**65.** L'article 63 n'interdit pas de révéler des renseignements obtenus pour l'exécution de la présente loi au Bureau de la Corporation professionnelle des médecins du Québec, au Bureau de la Corporation professionnelle des dentistes du Québec, au Bureau de la Corporation professionnelle des optométristes du Québec, au Bureau de la Corporation professionnelle des pharmaciens du Québec, au comité de discipline ou au comité d'inspection professionnelle de chacune de ces corporations ou, en ce qui concerne les professionnels d'un établissement, au conseil des médecins et dentistes de cet établissement.»;

2° par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

Renseignements aux ministères ou organismes.

«Elle peut également, avec l'autorisation du gouvernement et selon les conditions qu'il détermine, transmettre les mêmes renseignements aux ministères ou organismes suivants du gouvernement du Québec: le ministère des Affaires sociales, le ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, le ministère des Transports, le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, le ministère de l'Éducation, le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, le ministère du Revenu, la Régie des rentes du Québec, la Régie de l'assurance automobile du Québec, la Commission de la santé et de la sécurité du travail et la Commission des normes du travail.».

L.R.Q.,
c. A-29,
a. 66.1 aj.

21. Cette loi est modifiée par l'addition après l'article 66 du suivant:

Profil de
pratique
collectif.

«**66.1** La Régie transmet au ministre ou au conseil des médecins et dentistes d'un établissement, sur demande, le profil de pratique collectif des professionnels de la santé d'un établissement ou de ceux qui exercent un même genre d'activité dans cet établissement. Ces renseignements ne doivent pas indiquer les nom, prénom et adresse des professionnels.

Profil de
pratique
individuel.

La Régie transmet au chef de département clinique d'un centre hospitalier, sur demande, le profil de pratique individuel en établissement des professionnels de la santé qui exercent leur profession dans son département.

Profil de
pratique.

Le gouvernement peut, par règlement, déterminer les renseignements qui doivent être mentionnés dans les profils de pratique.».

L.R.Q.,
c. A-29,
a. 67, mod.

22. L'article 67 de cette loi, modifié par l'article 37 du chapitre 9 des lois de 1981, est de nouveau modifié par l'addition, après le premier alinéa, du suivant:

Renseignements par territoire ou genre d'activité.

«Il n'interdit pas de révéler au ministre les renseignements sur les services assurés dispensés par territoire ou par genre d'activité dans un territoire ou un établissement. Ces renseignements ne doivent pas indiquer les nom, prénom et adresse d'un professionnel.».

L.R.Q.,
c. A-29,
a. 68.1, aj.

23. Cette loi est modifiée par l'addition après l'article 68 du suivant:

Montant de la rémunération.

«**68.1** La Commission de la santé et de la sécurité du travail, la Régie de l'assurance automobile du Québec ou une université doit fournir à la Régie, sur demande de son directeur général, le montant de la rémunération versée à l'ensemble des professionnels de la santé soumis à l'application d'une entente ou à une catégorie d'entre eux selon le genre d'activité qu'ils exercent.

Renseignements au ministre.

La Régie transmet ces renseignements au ministre sur demande.».

L.R.Q.,
c. A-29,
a. 69, mod.

24. L'article 69 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion après le paragraphe *b* du premier alinéa du suivant:

«*b.1*) prescrire les cas, conditions ou circonstances, dans lesquels des services visés à l'article 3 ne sont pas considérés comme des services assurés pour les bénéficiaires ou ceux d'entre eux qu'il indique;»;

2° par le remplacement du paragraphe *f* du premier alinéa par le suivant:

«*f*) prévoir, au-delà du montant dont la Régie assume le paiement conformément à l'article 4, le montant ou la méthode de fixation des frais qui peuvent être exigés des bénéficiaires par un pharmacien, les modalités de leur perception et les cas d'exonération, totale ou partielle, avec ou sans conditions;»;

3° par le remplacement du paragraphe *h* du premier alinéa par le suivant:

«*h*) déterminer les prothèses, appareils orthopédiques, dispositifs ou autres équipements qui doivent être considérés comme des services assurés aux fins du cinquième alinéa de l'article 3, fixer le montant qui peut être remboursé aux bénéficiaires ou à ceux d'entre eux qu'il indique pour l'achat, l'ajustement, le remplacement ou la réparation de ces équipements et prescrire les cas, conditions ou circonstances dans lesquels ils peuvent être fournis, ajustés, remplacés ou réparés;»;

4° par le remplacement des paragraphes *q* et *r* du premier alinéa par le suivant:

«*q*) déterminer les cas, conditions ou circonstances dans lesquels la Régie doit transmettre à un bénéficiaire un relevé des services assurés qu'elle a payés pour lui et la périodicité de cette transmission;»;

5° par l'addition après le paragraphe *t* du premier alinéa du suivant:

«*u*) déterminer les conditions requises pour que le coût de médicaments soit assumé par la Régie.»;

6° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Publication des projets de règlements.

«Le ministre doit publier les projets de règlements visés dans les paragraphes *b* ou *b.1* du premier alinéa à la *Gazette officielle du Québec* avec avis qu'ils seront considérés par le gouvernement à l'expiration des trente jours suivant cette publication.».

L.R.Q.,
c. A-29,
a. 73, mod.

25. L'article 73 de cette loi est modifié par l'addition après le premier alinéa du suivant:

Entrée en
vigueur.

«Cependant, un règlement dont le ministre a fait publier le projet à la *Gazette officielle du Québec* entre en vigueur à la date de publication à la *Gazette officielle du Québec* d'un avis notifiant qu'il a été adopté par le gouvernement ou, en cas de modification par ce dernier, à la date de la publication de son texte définitif ou à une date ultérieure fixée dans l'avis ou le texte définitif.».

L.R.Q.,
c. A-29,
a. 74,
rempl.

26. L'article 74 de cette loi est remplacé par le suivant:

Obtention
illégal de
services.

«**74.** Personne ne doit sciemment obtenir ou recevoir de la Régie, directement ou indirectement, le bénéfice de services qu'il n'a pas le droit d'obtenir ou de recevoir en vertu de la présente loi, des règlements ou d'un régime ou programme administré par la Régie, ni ainsi obtenir ou recevoir sciemment le bénéfice de services de façon abusive ou injustifiée.

Aide à
l'obtention
illégal de
services.

Personne ne doit sciemment aider ou encourager une autre personne à obtenir ou recevoir de la Régie, directement ou indirectement, le bénéfice de services que cette autre personne n'a pas le droit d'obtenir ou de recevoir en vertu de la présente loi, des règlements ou d'un régime ou programme administré par la Régie, ni sciemment aider ou encourager une autre personne à ainsi obtenir ou recevoir le bénéfice des services de façon abusive ou injustifiée.

Infraction
et peine.

Quiconque enfreint le présent article est coupable d'une infraction et passible, sur poursuite sommaire, en plus des frais, d'une amende d'au plus 500 \$ et, pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende d'au moins 100 \$ et d'au plus 1 000 \$.

L.R.Q.,
c. A-29,
a. 75, rempl.

27. L'article 75 de cette loi est remplacé par le suivant:

Infraction
et peine.

«**75.** Quiconque contrevient aux dispositions de l'article 63 commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en plus des frais, d'une amende d'au moins 50 \$ et d'au plus 500 \$ et, pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende d'au moins 50 \$ et d'au plus 1 000 \$.

Infraction
et peine.

Quiconque contrevient sciemment aux dispositions de l'article 63 commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en plus des frais, d'une amende d'au moins 1 000 \$ et d'au plus 5 000 \$ et, pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende d'au moins 5 000 \$ et d'au plus 10 000 \$.

L.R.Q.,
c. A-29,
a. 76,
rempl.

28. L'article 76 de cette loi est remplacé par le suivant:

Infraction
et peine.

«**76.** Quiconque enfreint une disposition de la présente loi ou des règlements pour la violation de laquelle aucune peine n'est pré-

vue, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en plus des frais, d'une amende d'au plus 1 000 \$.».

L.R.Q.,
c. A-29,
a. 77, mod.

29. L'article 77 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Profession-
nel déclaré
coupable.

«**77.** Lorsqu'un professionnel de la santé poursuivi en vertu du Code criminel est déclaré coupable pour une infraction ou un acte criminel qui a trait à une réclamation faite à la Régie ou payée par elle, la Régie doit, dès que le jugement définitif est prononcé, émettre une ordonnance écrite aux termes de laquelle ce professionnel de la santé est considéré comme un professionnel non participant pour une période de six mois s'il s'agit d'une première déclaration de culpabilité ou d'un an s'il s'agit d'une déclaration subséquente.».

L.R.Q.,
c. A-29,
a. 88, mod.

30. L'article 88 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Territoire
et période.

«Les boursiers fournissent ces services, après l'obtention d'un permis d'exercice dans une science de la santé ou d'un certificat de spécialiste, dans un territoire et pour une période fixés par le ministre.».

L.R.Q.,
c. A-29,
aa. 96 à 98
et 103,
remp.

31. La section XII de cette loi est modifiée par le remplacement des articles 96 à 98 et 103 par les suivants:

Conditions
d'obten-
tion.

«**96.** Nul n'a droit à une bourse de recherche si, de l'avis du Fonds de la recherche en santé du Québec, corporation sans but lucratif constituée en vertu de la Loi sur les compagnies:

1° il n'est pas domicilié au Québec;

2° il n'a pas une connaissance d'usage de la langue officielle du Québec;

3° il ne poursuit pas, dans un organisme universitaire ou dans un établissement, des travaux de recherche portant sur une science de la santé.

Jurys.

«**97.** Le Fonds peut constituer un ou plusieurs jurys, chacun d'au moins trois membres, qui procèdent à l'examen des personnes qui lui demandent des bourses de recherche.

Objet des
examens.

Ces examens ont pour objet de déterminer l'aptitude des candidats à faire leurs travaux conformément à leur engagement.

Nomina-
tion des
membres
du jury.

Les membres du jury sont nommés par le ministre parmi les personnes dont les noms apparaissent à une liste que doit fournir le Fonds à cette fin.

Rapport de l'examen.

«**98.** Chaque jury transmet un rapport écrit de son examen au Fonds qui fournit au ministre la liste des postulants admissibles qu'il recommande pour l'obtention des bourses de recherche.

Sommes disponibles.

«**103.** Le montant des bourses de recherche accordées par le ministre pour chaque exercice financier est versé au ministre par la Régie jusqu'à concurrence d'un montant total égal à 0,4% de la rémunération totale payée aux professionnels de la santé pendant l'exercice précédent; la Régie doit, dans son rapport annuel, faire état séparément des sommes versées à ces fins.».

L.R.Q.,
c. A-29,
a. 104,
mod.

32. L'article 104 de cette loi est modifié par le remplacement dans les première et deuxième lignes, des mots «conseil de la recherche en santé du Québec» par le mot «Fonds».

L.R.Q.,
c. A-29,
a. 104.1,
aj.

33. Cette loi est modifiée par l'addition, après l'intitulé de la section XIII, de l'article suivant:

Loi d'ordre public.

«**104.1** La présente loi est d'ordre public.».

L.R.Q.,
c. M-23,
a. 11, remp.,
a. 11.1, aj.

34. L'article 11 de la Loi sur le ministère des affaires sociales (L.R.Q., chapitre M-23) est remplacé par les suivants:

Conseils ou comités consultatifs.

«**11.** Le gouvernement peut constituer des conseils ou comités chargés, sous réserve des fonctions attribuées à tout conseil ou comité institué par une autre loi, de conseiller le ministre en matière de services de santé ou de services sociaux et de remplir, sous son autorité, toutes autres fonctions que le gouvernement leur confie dans l'exécution des lois dont l'application relève du ministre; le gouvernement peut nommer les membres de ces organismes, fixer leurs allocations de présence et honoraires ainsi que la durée de leur mandat.

Fonds de la recherche en santé du Québec.

«**11.1** Le gouvernement peut autoriser le ministre à déléguer au Fonds de la recherche en santé du Québec, corporation sans but lucratif constituée par lettres patentes délivrées le 7 avril 1981 en vertu de la Loi sur les compagnies, les pouvoirs qui lui sont accordés à la section XII de la Loi sur l'assurance-maladie pour l'attribution de bourses de recherche.

Nomination du président.

Le ministre nomme alors le président du Fonds.».

L.R.Q.,
c. M-9,
a. 18.1, aj.

35. La Loi médicale (L.R.Q., chapitre M-9) est modifiée par l'insertion après l'article 18 du suivant:

Transmission des informations.

«**18.1** Le Bureau transmet au conseil des médecins et dentistes auquel est rattaché un médecin visé par une enquête, sur demande ou de sa propre initiative, les informations obtenues par un comité d'enquête, le comité d'inspection professionnelle, le syn-

dic ou les syndicats adjoints et qu'il croit utiles à l'exercice des fonctions de ce conseil.».

36. La Loi sur les dentistes (L.R.Q., chapitre D-3) est modifiée par l'insertion après l'article 18 du suivant:

«18.1 Le Bureau transmet au conseil des médecins et dentistes auquel est rattaché un dentiste visé par une enquête, sur demande ou de sa propre initiative, les informations obtenues par un comité d'enquête, le comité d'inspection professionnelle, le syndic ou les syndicats adjoints et qu'il croit utiles à l'exercice des fonctions de ce conseil.».

37. La Loi sur la pharmacie (L.R.Q., chapitre P-10) est modifiée par l'insertion après l'article 8 du suivant:

«8.1 Le Bureau transmet au conseil des médecins et dentistes auquel est rattaché un pharmacien visé par une enquête, sur demande ou de sa propre initiative, les informations obtenues par le comité d'inspection professionnelle, le syndic ou les syndicats adjoints et qu'il croit utiles à l'exercice des fonctions de ce conseil.».

38. L'article 21 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Il peut toutefois, pourvu qu'il en avise le client et qu'il l'inscrive à son dossier, substituer au médicament prescrit un médicament dont la dénomination commune est la même, à moins d'indication contraire formulée de sa main par l'auteur de l'ordonnance.».

39. L'article 25 de la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5) est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«25. La Régie doit, au plus tard le 31 juillet de chaque année, faire au ministre des Affaires sociales un rapport de ses activités pour son année financière précédente; ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre des Affaires sociales peut prescrire.».

40. L'article 1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5), modifié par l'article 82 du chapitre 85 des lois de 1979, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *a* du premier alinéa par le suivant:

«*a*) «établissement»: un centre local de services communautaires, un centre hospitalier, un centre de services sociaux ou un centre d'accueil;»;

2° par la suppression du paragraphe *i* du premier alinéa;

3° par le remplacement du paragraphe *q* du premier alinéa par le suivant:

«usagers»: «*q*) «usagers»: toute personne qui détient une carte ou est inscrite à un registre démontrant qu'un centre local de services communautaires ou un centre de services sociaux lui a fourni des services depuis moins de deux ans, à l'exclusion toutefois d'une personne qui occupe un emploi ou qui exerce sa profession dans un tel centre ainsi qu'une personne membre d'une corporation sans but lucratif qui maintient un centre de services sociaux;»;

4° par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

Personnel clinique. «Aux fins de la présente loi, une personne qui est détentrice d'un diplôme de niveau collégial ou universitaire et qui occupe pour l'établissement des fonctions caractéristiques du secteur d'activités couvert par ce diplôme et reliées directement aux services de santé, aux services sociaux, à la recherche ou à l'enseignement et une personne qui exerce pour l'établissement des activités professionnelles d'infirmières ou infirmiers auxiliaires font partie du personnel clinique de l'établissement.

Exception. Sauf dans les régions visées dans les sections III et IV de la présente loi, un médecin, un dentiste ou un pharmacien ne fait pas partie du personnel clinique de l'établissement lorsqu'un conseil des médecins et dentistes est institué dans cet établissement.».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 10, mod. **41.** L'article 10 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«*b*) tout centre hospitalier ou centre de services sociaux qui est maintenu par une corporation sans but lucratif;».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 18, mod. **42.** L'article 18 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *e* par les suivants:

«*e*) de promouvoir l'échange, l'élimination des doublons et une meilleure répartition des services dans la région ainsi que la mise en place de services communs à plusieurs établissements;

«*e.1*) d'agir, comme représentant exclusif des établissements ou d'une catégorie d'entre eux, dans l'ensemble ou une partie de sa région:

i) pour l'approvisionnement en commun de biens qu'il détermine, à l'exclusion des catégories de biens que le ministre indique;

ii) dans les cas et aux conditions déterminés par le ministre, pour l'approvisionnement en commun de services;».

L.R.Q.,
c. S-5,
aa. 18.1 à
18.5, aj. **43.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 18, des suivants:

Critères
d'admission et politiques de transfert des bénéficiaires.

«**18.1** Lorsqu'un conseil régional est désigné à cette fin par règlement, les centres hospitaliers et les centres d'accueil de sa région doivent lui soumettre, pour approbation, leurs critères d'admission et leurs politiques de transfert des bénéficiaires dans les cas et aux conditions déterminés par règlement.

Exception en cas de vocation particulière.

Malgré le premier alinéa, le ministre peut exiger d'un centre hospitalier ou d'un centre d'accueil qu'il désigne à cette fin en raison de sa vocation particulière, qu'il lui soumette ses critères d'admission et ses politiques de transfert de bénéficiaires. Le ministre prend alors l'avis de tout conseil régional concerné. Une fois approuvés par le ministre, ces critères et ces politiques lient les conseils régionaux et les établissements en cause.

Statistiques.

«**18.2** Un conseil régional désigné par règlement peut, afin de connaître de façon quotidienne la situation dans les établissements publics et les établissements privés visés dans les articles 176 et 177, exiger de ces établissements des informations statistiques sur le nombre et la nature des inscriptions et des admissions de bénéficiaires, sur le taux quotidien d'occupation de l'établissement et sur les transferts et transports en ambulance de bénéficiaires.

Centrale de coordination pour la région de Montréal.

«**18.3** Le Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal-Métropolitain peut, pour répartir les cas d'urgence, mettre sur pied une centrale de coordination à laquelle tout détenteur d'un permis d'exploitation d'un service d'ambulance au sens de la Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35) doit s'inscrire.

Fonctions.

À cette fin, il exerce, de manière exclusive, les fonctions suivantes:

1^o établir les critères d'admission et les politiques de transfert des bénéficiaires dans les établissements publics et les établissements privés visés dans les articles 176 et 177;

2^o s'assurer que des normes de fonctionnement adéquat des services d'urgence soient adoptées dans ces établissements ou, à défaut, fixer de telles normes;

3^o s'assurer que ces établissements adoptent et appliquent, en ce qui concerne l'utilisation et la distribution des lits, des normes conformes aux exigences d'une répartition adéquate des cas d'urgence ou, à défaut, fixer de telles normes;

4^o concevoir et implanter un système d'information régionale pour connaître, de façon quotidienne, la situation dans ces établissements en regard du nombre et de la nature des inscriptions et des admissions de bénéficiaires et de leurs transferts et transports en ambulance;

5^o autoriser le déplacement d'un bénéficiaire vers un autre établissement lorsque l'un de ces établissements vit une situation d'engorgement, après avoir appliqué toutes les procédures en vigueur;

6^o recevoir les appels de la population de sa région qui demandent des services d'ambulance et les appels qui proviennent de ces établissements et répartir les demandes entre les détenteurs d'un permis d'exploitation d'un service d'ambulance.

Décision
du conseil.

« **18.4** Un établissement est lié par une décision d'un conseil régional prise en vertu des paragraphes *d*, *e.1* et *g* de l'article 18 ou des articles 18.2 ou 18.3.

Exercice
des fonc-
tions.

Le conseil régional ne peut exercer la fonction prévue au paragraphe *e.1* de l'article 18 que dans les cas où il l'estime avantageux pour l'ensemble des établissements qui sont liés par sa décision.

Conseil de
la santé et
des servi-
ces sociaux
de la ré-
gion de
Québec.

« **18.5** Malgré le paragraphe *e.1* de l'article 18, le Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Québec peut, avec l'autorisation du ministre, dans la mesure et aux conditions que ce dernier détermine, confier à PARTAGEC Inc., corporation sans but lucratif constituée par lettres patentes délivrées le 8 juillet 1966 en vertu de la troisième partie de la Loi sur les compagnies, le mandat d'exercer en son nom la fonction d'agir, dans la région ou une partie de la région, comme représentant exclusif des établissements ou d'une catégorie d'établissements pour les approvisionnements en commun de biens ou de services. ».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 24, mod.

44. L'article 24 de cette loi est modifié par le remplacement des cinq premiers alinéas par les suivants:

Composi-
tion.

« **24.** Les pouvoirs d'un conseil régional sont exercés par un conseil d'administration formé de quinze membres dont le directeur général. Ces membres doivent résider ou occuper ordinairement un emploi dans la région pour laquelle le conseil régional est institué.

Élection
par les
maires.

Deux membres sont élus pour trois ans par les maires des municipalités de cette région.

Nomina-
tion par le
ministre.

Trois membres sont nommés pour trois ans par le ministre après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs de cette région.

Élection
par les di-
recteurs
généraux.

Un membre est élu pour trois ans par les directeurs généraux des établissements de cette région et choisi parmi ceux-ci.

Nomina-
tion par
organismes
régionaux.

Les autres membres sont nommés pour trois ans par les organismes suivants de cette région:

- a) un par les centres hospitaliers;
- b) un par les conseils de médecins et dentistes constitués dans les établissements et choisi parmi leurs membres;
- c) un par les centres locaux de services communautaires;
- d) un par les centres de services sociaux;
- e) un par les centres d'accueil;
- f) un par les universités;
- g) un par les collèges d'enseignement général et professionnel;
- h) un par les organismes bénévoles de la région qui oeuvrent dans le domaine de la santé et des services sociaux et qui sont reconnus à cette fin par le conseil régional.

Nomina-
tion par le
gouver-
nement.

À défaut de l'une de ces catégories d'organismes dans la région ou si l'élection ou la nomination d'un membre n'a pas lieu, le ministre fait la nomination après consultation du conseil d'administration du conseil régional.

Service
exclusif.

Les membres d'un conseil régional élus ou nommés en vertu du deuxième ou troisième alinéa ou des paragraphes *f*, *g*, ou *h* du cinquième alinéa ne doivent pas occuper un emploi ou exercer une profession dans un établissement. ».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 24.1, aj.

45. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 24, du suivant:

Région de
Montréal.

«**24.1** Les pouvoirs du Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal-Métropolitain sont exercés par un conseil d'administration formé de dix-huit membres.

Membres
supplémentaires.

En plus des membres prévus à l'article 24, ce conseil est formé d'un deuxième membre nommé par les centres hospitaliers, d'un deuxième membre nommé par les centres de services sociaux et d'un quatrième membre nommé par le ministre après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs. ».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 25, ab.

46. L'article 25 de cette loi est abrogé.

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 26,
rempl.

47. L'article 26 de cette loi est remplacé par le suivant:

Renouvel-
lement.

«**26.** Le mandat des membres du conseil d'administration d'un conseil régional peut être renouvelé consécutivement une fois. ».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 27,
rempl.

48. L'article 27 de cette loi est remplacé par le suivant:

Rémunération et frais.

«**27.** Le conseil régional peut verser une rémunération à ses membres ou rembourser leurs frais de déplacement à l'intérieur des limites déterminées par règlement du gouvernement établi selon les fonctions exercées par ces membres.

Fraction de rémunération.

Ce règlement peut prévoir la fraction de rémunération qui peut être versée aux membres du conseil à titre de dédommagement d'une partie de leurs dépenses.».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 33, ab.

49. L'article 33 de cette loi est abrogé.

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 37, remp.

50. L'article 37 de cette loi est remplacé par le suivant:

Service exclusif.

«**37.** Le directeur général d'un conseil régional doit se consacrer à temps plein à l'accomplissement de ses fonctions.

Fonctions additionnelles.

Il peut toutefois, à la demande du ministre et avec l'autorisation du conseil d'administration du conseil régional, assumer des fonctions additionnelles reliées à l'administration de services de santé et de services sociaux.».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 38, mod.

51. L'article 38 de cette loi est modifié par l'abrogation du deuxième alinéa.

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 64, mod.

52. L'article 64 de cette loi est modifié par l'abrogation du paragraphe c du premier alinéa.

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 70,
remp.

53. L'article 70 de cette loi, modifié par l'article 325 du chapitre 63 des lois de 1979, est remplacé par le suivant:

Départements et praticiens.

«**70.** Le plan d'organisation d'un centre hospitalier doit de plus prévoir la formation de départements cliniques et de services cliniques de même que le nombre de médecins et dentistes qui peuvent exercer leur profession dans chacun de ces départements et services en fonction de son permis et des ressources financières dont il dispose.

Approbation du conseil régional.

Le conseil d'administration d'un centre hospitalier doit, après consultation du conseil des médecins et dentistes, et, dans le cas d'un centre hospitalier affilié à une université, après consultation de l'université à laquelle il est affilié, transmettre cette partie du plan d'organisation au conseil régional pour approbation.

Révision.

Cette partie du plan d'organisation doit être révisée au moins à tous les trois ans.

Sursis d'approbation.

Sur demande du ministre, un conseil régional doit surseoir à son approbation jusqu'à ce que le ministre l'autorise.

Département de santé communautaire.

De plus, le plan d'organisation d'un centre hospitalier désigné par le gouvernement doit pourvoir à l'organisation d'un département de santé communautaire.».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 70.1, aj. **54.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 70,
du suivant:

Ultraspé-
cialisation. **«70.1** Un centre hospitalier ne peut offrir de nouveaux services dont la nature nécessite des équipes de professionnels ou des équipements ultraspécialisés déterminés par règlement avant d'avoir obtenu l'autorisation écrite du ministre. Avant d'accorder cette autorisation, le ministre consulte le conseil régional concerné.».

L.R.Q.,
c. S-5,
aa. 71.1 à
71.3, aj. **55.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 71,
des suivants:

Fonctions
du chef de
département
clinique. **«71.1** Sous l'autorité du directeur des services professionnels du centre hospitalier, le chef de département clinique:

1° coordonne, sous réserve de l'article 112, les activités professionnelles des médecins et des dentistes dans son département et, dans la mesure prévue par le plan d'organisation du centre hospitalier, gère les ressources de son département;

2° élabore, pour son département, des règles d'utilisation des ressources du centre hospitalier; ces règles peuvent prévoir des sanctions administratives pour, notamment, limiter ou suspendre le droit d'un médecin ou d'un dentiste d'utiliser les ressources du centre hospitalier;

3° informe, le cas échéant, le directeur des services professionnels et le conseil des médecins et dentistes de l'inobservation, par un médecin ou un dentiste de son département, des règles sur l'utilisation des ressources;

4° s'assure de la distribution des soins médicaux et dentaires dans son département.

Approba-
tion des
règles d'u-
tilisation
des res-
sources. Les règles visées dans le paragraphe 2° du premier alinéa entrent en vigueur sur approbation par le conseil d'administration qui prend, au préalable, l'avis du conseil des médecins et dentistes.

Fonctions
du chef de
département
clinique. **«71.2** Sous l'autorité du conseil des médecins et dentistes, le chef de département clinique:

1° surveille la façon dont s'exercent la médecine et l'art dentaire dans son département;

2° élabore, pour son département, des règles de soins médicaux et dentaires qui tiennent compte de la nécessité de rendre des services adéquats aux bénéficiaires et de l'organisation et des ressources dont dispose l'établissement.

Suppléan-
ce. À défaut de chef de département clinique, les responsabilités prévues par le premier alinéa sont exercées par le conseil des médecins et dentistes.

Approba-
tion des
règles de
soins médi-
caux et
dentaires.

Les règles visées dans le paragraphe 2° du premier alinéa sont soumises au conseil d'administration; celui-ci peut les approuver ou refuser son approbation après avoir pris l'avis du conseil des médecins et dentistes.

Exercice
des
respon-
sabilités.

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 72,
remp.

«**71.3** Les responsabilités du chef de département clinique décrites aux articles 71.1 et 71.2 s'exercent suivant les modalités qui peuvent être déterminées par règlement. ».

56. L'article 72 de cette loi est remplacé par le suivant:

Autorisa-
tion du
gouver-
nement.

«**72.** Nul ne peut, sans avoir consulté le conseil régional concerné et obtenu l'autorisation du gouvernement:

1° acquérir, construire, transformer ou démolir un immeuble pour les fins d'un établissement public ou d'un établissement privé visé dans les articles 176 et 177;

2° aliéner un immeuble, propriété d'un tel établissement, qui est utilisé pour la poursuite de ses fins;

3° cesser d'exploiter un établissement.

Autorisa-
tion du
conseil ré-
gional.

Toutefois, l'autorisation du gouvernement n'est pas nécessaire quant aux projets de construction, de transformation ou de démolition dont le coût estimatif des travaux payable par l'établissement est inférieur au montant fixé par règlement. L'autorisation écrite du conseil régional concerné suffit dans ce cas.

Autorisa-
tion du
conseil ré-
gional.

Un établissement public ou un établissement privé visé dans les articles 176 et 177 ne peut prendre ou céder à bail un immeuble requis pour la poursuite de ses fins sans l'autorisation écrite du conseil régional concerné. ».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 72.1, ab.

57. L'article 72.1 de cette loi est abrogé.

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 75, remp.

58. L'article 75 de cette loi est remplacé par le suivant:

Nullité du
contrat.

«**75.** Tout contrat fait par un établissement sans l'autorisation du gouvernement, du ministre ou du conseil régional concerné est nul dans tous les cas où cette autorisation est requise par la présente loi. ».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 77, mod.

59. L'article 77 de cette loi est modifié par le remplacement des premier et deuxième alinéas par les suivants:

Collège
électoral.

«**77.** Une personne ne peut faire partie que d'un seul collège électoral pour une catégorie d'établissements et ne peut voter que dans un seul établissement d'une même catégorie. Les groupes visés aux paragraphes *g*, *h* et *i* des articles 78, 79 et 82 et aux paragraphes *f*, *g* et *h* de l'article 81 ne sont pas considérés comme collèges électoraux.

Droit de
vote d'un
usager mi-
neur.

Lorsqu'un usager est âgé de moins de dix-huit ans, son droit de vote est exercé par un de ses parents. Toutefois, une personne ne peut voter qu'une seule fois à ce titre et lorsqu'un parent exerce ce droit de vote, l'autre parent ne jouit d'aucun droit de vote à ce titre, peu importe le nombre de leurs enfants ayant reçu des services. ».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 78,
remp.
Conseil
d'adminis-
tration
d'un centre
de services
communau-
taires.

60. L'article 78 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**78.** Un centre local de services communautaires est administré par un conseil d'administration formé des membres suivants, qui en font partie au fur et à mesure de leur élection ou nomination:

a) quatre personnes majeures élues par l'assemblée des usagers du centre et choisies parmi ces usagers; dans le cas où il existe un comité de bénéficiaires, une de ces personnes doit être élue par ce comité et choisie parmi les membres de ce comité;

b) une personne nommée par écrit par le conseil régional concerné et choisie parmi les membres sur recommandation des organismes bénévoles de la région qui oeuvrent dans le domaine de la santé et des services sociaux dans le territoire desservi par le centre et qui sont reconnus à cette fin par ce conseil régional;

c) deux personnes nommées par écrit par le ministre après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire desservi par le centre;

d) une personne élue par le conseil consultatif du personnel clinique constitué dans le centre et choisie parmi les membres de ce conseil;

e) une personne élue par l'assemblée des membres du personnel non clinique à l'emploi du centre et choisie parmi ces membres;

f) une personne élue par le conseil des médecins et dentistes et choisie parmi les membres de ce conseil;

g) une personne élue par le conseil d'administration du centre hospitalier auquel le centre local de services communautaires est relié par un contrat de services professionnels visé dans l'article 124 ou, s'il y en a plusieurs, élue conjointement par les conseils d'administration de ces centres ou, s'il n'y en a aucun, élue conjointement par les conseils d'administration des centres hospitaliers situés dans le territoire du département de santé communautaire qui dessert le centre local de services communautaires;

h) une personne élue par le conseil d'administration du centre d'accueil auquel le centre local de services communautaires est relié par un contrat de services professionnels visé dans l'article 124 ou, s'il y en a plusieurs, élue conjointement par les conseils

d'administration de ces centres ou, s'il n'y en a aucun, élue conjointement par les conseils d'administration des centres d'accueil situés dans le territoire du département de santé communautaire qui dessert le centre local de services communautaires;

i) une personne élue par le conseil d'administration du centre de services sociaux auquel le centre local de services communautaires est relié par un contrat de services professionnels visé dans l'article 124 ou, s'il y en a plusieurs, élue conjointement par les conseils d'administration de ces centres;

j) le directeur général du centre.».

61. L'article 79 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**79.** Un centre hospitalier est administré par un conseil d'administration formé des membres suivants, qui en font partie au fur et à mesure de leur élection ou nomination:

a) dans un centre hospitalier de soins prolongés, deux personnes élues par le comité de bénéficiaires et choisies parmi les membres de ce comité; dans un autre centre hospitalier où il existe un comité de bénéficiaires, une personne élue par ce comité et choisie parmi les membres de ce comité;

b) une personne nommée par écrit par le conseil régional concerné et choisie parmi les membres et sur recommandation des organismes bénévoles de la région qui oeuvrent dans le domaine de la santé et des services sociaux et qui sont reconnus à cette fin par ce conseil régional;

c) deux personnes nommées par écrit par le ministre après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire desservi par le centre;

d) une personne élue par le conseil consultatif du personnel clinique constitué dans le centre et choisie parmi les membres de ce conseil;

e) une personne élue par l'assemblée des membres du personnel non clinique à l'emploi du centre et choisie parmi ces membres;

f) une personne élue par le conseil des médecins et dentistes et choisie parmi les membres de ce conseil;

g) une personne élue par le conseil d'administration du centre local de services communautaires auquel le centre hospitalier est relié par un contrat de services professionnels visé dans l'article 124 ou, s'il y en a plusieurs, élue conjointement par les conseils d'administration de ces centres ou, s'il n'y en a aucun, élue conjointement par les conseils d'administration des centres locaux de services communautaires situés dans le territoire du département de santé communautaire qui dessert le centre hospitalier;

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 79,
remp.

Conseil
d'adminis-
tration
d'un centre
hospitalier.

h) une personne élue par le conseil d'administration du centre d'accueil auquel le centre hospitalier est relié par un contrat de services professionnels visé dans l'article 124 ou, s'il y en a plusieurs, élue conjointement par les conseils d'administration de ces centres ou, s'il n'y en a aucun, élue conjointement par les conseils d'administration des centres d'accueil situés dans le territoire du département de santé communautaire qui dessert le centre hospitalier;

i) une personne élue par le conseil d'administration du centre de services sociaux auquel le centre hospitalier est relié par un contrat de services professionnels visé dans l'article 124 ou, s'il y en a plusieurs, élue conjointement par les conseils d'administration de ces centres;

j) dans le cas d'un centre hospitalier dont les actifs immobiliers sont la propriété d'une corporation sans but lucratif autre qu'une corporation constituée en vertu de la présente loi, trois personnes qui sont élues par les membres de cette corporation et qui n'occupent pas un emploi ou n'exercent pas leur profession dans ce centre;

k) dans le cas d'un établissement affilié à une université, une personne nommée par cette université et une autre élue par les internes et les médecins résidents du centre;

l) le directeur général du centre.».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 80, ab.

62. L'article 80 de cette loi est abrogé.

L.R.Q.,
c. S-5,
aa. 81 et
82, remp.,
a. 82.1, aj.

Conseil
d'adminis-
tration
d'un centre
de services
sociaux.

63. Les articles 81 et 82 de cette loi sont remplacés par les suivants:

«**81.** Un centre de services sociaux est administré par un conseil d'administration formé des membres suivants, qui en font partie au fur et à mesure de leur élection ou nomination:

a) deux personnes majeures élues par l'assemblée des usagers du centre et choisies parmi ces usagers;

b) une personne nommée par écrit par le conseil régional concerné et choisie parmi les membres et sur recommandation des organismes bénévoles de la région qui oeuvrent dans le domaine de la santé et des services sociaux et qui sont reconnus à cette fin par le conseil régional;

c) deux personnes nommées par écrit par le ministre après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire desservi par le centre;

d) une personne élue par le conseil consultatif du personnel clinique constitué dans le centre et choisie parmi les membres de ce conseil;

e) une personne élue par l'ensemble des membres du personnel non clinique à l'emploi du centre et choisie parmi ces membres;

f) une personne élue par le conseil d'administration du centre local de services communautaires auquel le centre de services sociaux est relié par un contrat de services professionnels visé dans l'article 124 ou, s'il y en a plusieurs, élue conjointement par les conseils d'administration de ces centres ou, s'il n'y en a aucun, élue conjointement par les conseils d'administration des centres locaux de services communautaires situés dans le territoire desservi par le centre de services sociaux;

g) une personne élue par le conseil d'administration du centre d'accueil auquel le centre de services sociaux est relié par un contrat de services professionnels visé dans l'article 124 ou, s'il y en a plusieurs, élue conjointement par les conseils d'administration de ces centres ou, s'il n'y en a aucun, élue conjointement par les conseils d'administration des centres d'accueil situés dans le territoire desservi par le centre de services sociaux;

h) une personne élue par le conseil d'administration du centre hospitalier auquel le centre de services sociaux est relié par un contrat de services professionnels visé dans l'article 124 ou, s'il y en a plusieurs, élue conjointement par les conseils d'administration de ces centres ou, s'il n'y en a aucun, élue conjointement par les conseils d'administration des centres hospitaliers situés dans le territoire desservi par le centre de services sociaux;

i) dans le cas d'un centre de services sociaux maintenu par une corporation visée au paragraphe b de l'article 10, trois personnes qui sont élues par les membres de cette corporation et qui n'occupent pas un emploi ou n'exercent pas leur profession dans ce centre;

j) dans le cas d'un établissement affilié à une université, une personne nommée par cette université;

k) le directeur général du centre.

Conseil
d'adminis-
tration
d'un centre
d'accueil.

«**82.** Un centre d'accueil est administré par un conseil d'administration formé des membres suivants, qui en font partie au fur et à mesure de leur élection ou nomination:

a) deux personnes élues par le comité de bénéficiaires et choisies parmi les membres de ce comité;

b) une personne nommée par écrit par le conseil régional concerné et choisie parmi les membres et sur recommandation des organismes bénévoles de la région qui oeuvrent dans le domaine de la santé et des services sociaux et qui sont reconnus à cette fin par ce conseil régional;

c) deux personnes nommées par écrit par le ministre après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire desservi par le centre;

d) une personne élue par le conseil consultatif du personnel clinique constitué dans le centre et choisie parmi les membres de ce conseil;

e) une personne élue par l'assemblée des membres du personnel non clinique à l'emploi du centre et choisie parmi ces membres;

f) dans le cas où un conseil des médecins et dentistes est constitué dans le centre, une personne élue par ce conseil et choisie parmi ses membres;

g) une personne élue par le conseil d'administration du centre local de services communautaires auquel le centre d'accueil est relié par un contrat de services professionnels visé dans l'article 124 ou, s'il y en a plusieurs, élue conjointement par les conseils d'administration de ces centres ou, s'il n'y en a aucun, élue conjointement par les conseils d'administration des centres locaux de services communautaires situés dans le territoire du département de santé communautaire qui dessert le centre d'accueil;

h) une personne élue par le conseil d'administration du centre hospitalier auquel le centre d'accueil est relié par un contrat de services professionnels visé dans l'article 124 ou, s'il y en a plusieurs, élue conjointement par les conseils d'administration de ces centres ou, s'il n'y en a aucun, élue conjointement par les conseils d'administration des centres hospitaliers situés dans le territoire du département de santé communautaire qui dessert le centre d'accueil;

i) une personne élue par le conseil d'administration du centre de services sociaux auquel le centre d'accueil est relié par un contrat de services professionnels visé dans l'article 124 ou, s'il y en a plusieurs, élue conjointement par les conseils d'administration de ces centres;

j) dans le cas d'un centre d'accueil dont les actifs immobiliers sont la propriété d'une corporation sans but lucratif autre qu'une corporation constituée en vertu de la présente loi, trois personnes qui sont élues par les membres de cette corporation et qui n'occupent pas un emploi ou n'exercent pas leur profession dans ce centre;

k) dans le cas d'un établissement affilié à une université, une personne nommée par cette université;

l) le directeur général du centre.

Contrat de
services
profes-
sionnels.

«82.1 Aux fins de la composition des conseils d'administration des établissements, on entend par contrat de services profes-

sionnels un contrat conclu entre établissements de la même région.».

64. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 82.1, du suivant:

«82.2 À l'exception du directeur général, le mandat des membres des conseils d'administration des établissements visés aux articles 78 à 82 est de trois ans.».

65. L'article 84 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«84. L'assemblée visée dans le paragraphe *a* des articles 78 et 81 doit être tenue à tous les trois ans le quatrième dimanche du mois de mai.»;

2° par l'abrogation du troisième alinéa.

66. L'article 85 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Les premières élections ou nominations des membres des conseils d'administration des établissements institués après la date de l'entrée en vigueur du présent article ont lieu à l'époque prévue pour l'élection ou la nomination des membres des établissements de la même catégorie.».

67. L'article 86 de cette loi est modifié par l'abrogation du troisième alinéa.

68. L'article 87 de cette loi est modifié par l'abrogation dans la troisième ligne du premier alinéa, du chiffre suivant: «80».

69. L'article 90 de cette loi est remplacé par le suivant:

«90. Une personne cesse de faire partie d'un conseil d'administration d'un établissement dès qu'elle perd la qualité nécessaire à sa nomination ou à son élection, à l'exception des personnes élues en vertu du paragraphe *a* des articles 78 et 81.».

70. L'article 91 de cette loi est modifié par le remplacement des premier et deuxième alinéas par les suivants:

«91. Toute vacance survenant moins de deux ans après l'élection ou la nomination d'un membre du conseil d'administration d'un établissement est comblée dans un délai raisonnable en suivant le mode d'élection ou de nomination prescrit pour l'élection ou

la nomination du membre à remplacer, mais seulement pour la durée non écoulée du mandat de ce dernier.

Vacance.

Toute vacance survenant plus de deux ans après l'élection ou la nomination est comblée, pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer, par résolution des membres du conseil restant en fonction.».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 93, mod.

71. L'article 93 de cette loi est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

Restriction.

«Cependant, le président et le vice-président ne doivent pas occuper un emploi dans cet établissement.».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 97,
remp.

72. L'article 97 de cette loi est remplacé par le suivant:

Composition.

«**97.** Le comité administratif est formé du président du conseil d'administration, du directeur général et de quatre autres membres du conseil d'administration de l'établissement nommés annuellement par ce conseil, dont un doit avoir été élu en vertu du paragraphe *a* des articles 78, 79, 81 ou 82.».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 98, mod.

73. L'article 98 de cette loi est modifié par l'abrogation dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, des mots «ou d'un centre de réadaptation fonctionnelle».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 99, mod.

74. L'article 99 de cette loi est modifié par l'abrogation, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, des mots «autre que médecin ou dentiste».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 104,
mod.

75. L'article 104 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par les suivants:

Service exclusif.

«Le directeur général d'un établissement doit se consacrer à temps plein à l'accomplissement de ses fonctions.

Fonctions additionnelles.

Il peut toutefois, à la demande du ministre et avec l'autorisation du conseil d'administration de l'établissement, assumer des fonctions additionnelles reliées à l'administration de services de santé et de services sociaux.

Exception.

Une personne peut être directeur général de plus d'un établissement public si les conseils d'administration de ces établissements y consentent.».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 105,
mod.

76. L'article 105 de cette loi est modifié par l'addition, après le paragraphe *f*, des suivants:

«*g*) dans le cas d'un centre hospitalier, transmettre aux chefs des départements cliniques des informations sur les conséquences administratives et financières des activités des médecins et dentistes de leur département;

«h) dans le cas d'un centre hospitalier de soins prolongés, d'un établissement qui offre de tels services ou d'un centre d'accueil, rencontrer périodiquement le comité de bénéficiaires pour le renseigner sur l'administration générale du centre.».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 111,
remp.
Conseil des
médecins
et dentis-
tes.

77. L'article 111 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**111.** Un conseil des médecins et dentistes est institué dans chaque centre hospitalier où exercent au moins trois médecins ou dentistes et dans chaque centre local de services communautaires où exercent au moins cinq médecins ou dentistes.

Composi-
tion.

Ce conseil est composé de tous les médecins et dentistes qui exercent leur profession dans l'établissement et, s'il s'agit d'un centre hospitalier, qui jouissent du statut requis par règlement.

Pharma-
ciens.

Ce conseil est composé également de tous les pharmaciens qui sont à l'emploi de l'établissement.».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 112,
remp.
Responsa-
bilités du
conseil.

78. L'article 112 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**112.** Le conseil des médecins et dentistes, selon les modalités qui peuvent être déterminées par règlement, est responsable vis-à-vis du conseil d'administration:

1° du contrôle et de l'appréciation des actes médicaux et dentaires posés dans l'établissement;

2° du maintien, à un niveau suffisant, de la compétence des médecins et dentistes qui exercent dans l'établissement pour assurer des services de qualité à la population, en ce qui a trait aux soins médicaux et dentaires;

3° de faire les recommandations nécessaires afin que les services médicaux et dentaires soient distribués de façon appropriée;

4° de faire des recommandations sur l'organisation scientifique et technique de l'établissement;

5° de donner son avis sur les règles de soins médicaux et dentaires et sur les règles d'utilisation des ressources élaborées par un chef de département clinique;

6° d'établir les modalités d'un système de garde permanent dans le centre hospitalier.

Exercice
des fonc-
tions.

Dans l'exercice de ses fonctions, le conseil des médecins et dentistes tient compte de la nécessité de rendre des services adéquats aux bénéficiaires, de l'organisation de l'établissement et des ressources dont dispose cet établissement.».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 114,
mod.

79. L'article 114 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement des premier et deuxième alinéas par les suivants:

Règle-
ments.

«**114.** Le conseil consultatif du personnel clinique et le conseil des médecins et dentistes peuvent adopter des règlements concernant leur régie interne, la création de comités et leur fonctionnement ainsi que la poursuite de leurs fins. Ces règlements entrent en vigueur sur approbation par le conseil d'administration.

Constitu-
tion de co-
mités.

Dans le cas d'un centre hospitalier, le conseil des médecins et dentistes doit constituer les comités déterminés par règlement.»;

2° par l'addition à la fin du troisième alinéa de la phrase suivante: «Le comité exécutif du conseil des médecins et dentistes a accès aux dossiers et procès-verbaux de ses comités.».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 116,
mod.

80. L'article 116 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Directeur
des servi-
ces profes-
sionnels.

«**116.** Le conseil d'administration de tout centre hospitalier ou de tout centre de services sociaux doit nommer un directeur des services professionnels.».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 118,
remp.

81. L'article 118 de cette loi est remplacé par le suivant:

Devoirs.

«**118.** Le directeur des services professionnels doit, sous l'autorité du directeur général:

1° diriger, coordonner et surveiller les activités des chefs de département clinique prévues à l'article 71.1 et coordonner avec les autres directeurs concernés, sous réserve du plan d'organisation, l'activité professionnelle et scientifique de l'établissement;

2° appliquer les sanctions administratives prévues au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 71.1 et en informer le conseil des médecins et dentistes et les chefs de département clinique;

3° surveiller le fonctionnement des comités du conseil consultatif du personnel clinique et du conseil des médecins et dentistes et s'assurer qu'ils s'acquittent de leurs fonctions et, dans le cas du conseil des médecins et dentistes, qu'il contrôle adéquatement les actes médicaux et dentaires posés dans l'établissement;

4° assumer toutes autres fonctions prévues au plan d'organisation de l'établissement.».

L.R.Q.,
c. S-5,
aa. 118.1 à
118.5, aj.

82. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 118, de ce qui suit:

« § 6.1 — Comité de bénéficiaires »

- Formation.** « **118.1** Un centre hospitalier de soins prolongés, un centre d'accueil ou un établissement qui offre de tels services doivent mettre sur pied un comité de bénéficiaires et prévoir des normes de financement pour le fonctionnement de ce comité.
- Composition.** Ce comité se compose de cinq membres élus par les bénéficiaires, dont deux peuvent être des bénévoles ou, s'il y a lieu, des bénéficiaires qui reçoivent des services externes. Ces personnes ne peuvent cependant pas être des employés de l'établissement, des membres de la corporation qui maintient l'établissement ou des membres du conseil d'administration de l'établissement.
- Règlements.** Le comité adopte des règlements pour sa régie interne et l'élection ou le remplacement de ses membres.
- Bénéficiaire mineur.** « **118.2** Les parents ou tuteurs de bénéficiaires âgés de moins de dix-huit ans peuvent être élus membres d'un comité de bénéficiaires.
- Représentants de certains bénéficiaires.** « **118.3** Lorsque l'état de santé des bénéficiaires d'un établissement ne leur permet pas de faire partie d'un comité de bénéficiaires, le comité peut être formé de parents ou représentants de ces bénéficiaires choisis par le conseil régional concerné, après consultation du conseil d'administration de l'établissement.
- Fonctionnement.** « **118.4** Le directeur général de l'établissement doit favoriser le bon fonctionnement du comité de bénéficiaires et informer par écrit de l'existence d'un tel comité chaque bénéficiaire, un parent ou le tuteur d'un bénéficiaire âgé de moins de dix-huit ans ou un parent ou le représentant d'un bénéficiaire dont l'état de santé ne lui permet pas de faire partie d'un comité.
- Local.** Il doit permettre au comité de bénéficiaires d'utiliser un local pour ses réunions et lui donner la possibilité de conserver ses dossiers d'une manière confidentielle.
- Fonctions.** « **118.5** Les fonctions du comité de bénéficiaires sont de:
- 1° défendre les intérêts collectifs des bénéficiaires ou, à la demande d'un bénéficiaire, ses intérêts en tant que bénéficiaire auprès de l'établissement ou de toute autorité compétente;
 - 2° représenter et assister, sur demande, un bénéficiaire qui désire porter une plainte prévue au paragraphe c de l'article 18;
 - 3° participer à l'organisation des loisirs des bénéficiaires et conseiller le conseil d'administration de l'établissement sur toute question relative aux loisirs et aux conditions de séjour des bénéficiaires;

4° renseigner les bénéficiaires sur l'administration générale de l'établissement.».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 121,
mod.

83. L'article 121 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Cas de fusion par le ministre.

«Cependant, un établissement visé dans le paragraphe a de l'article 10 ou un établissement public dont les actifs immobiliers ont été acquis à même des fonds provenant, en majeure partie, de subventions du gouvernement peut être fusionné conformément à l'article 119 lorsque le ministre estime, après avoir consulté le conseil régional concerné, que l'intérêt public le justifie. Dans ce cas, le ministre publie à la *Gazette officielle du Québec* un avis de son intention de proposer au gouvernement, quarante-cinq jours après la publication de cet avis, d'ordonner la fusion d'un tel établissement et l'émission de lettres patentes à cet effet par le ministre des Institutions financières et Coopératives.

Audition.

Après la publication de cet avis, le ministre doit donner aux établissements concernés l'occasion de lui faire des représentations.».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 122,
mod.

84. L'article 122 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Avis.

«**122.** Un avis de la délivrance des lettres patentes en vertu des articles 119, 120 ou 121 doit être publié à la *Gazette officielle du Québec*.».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 122.1,
aj.

85. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 122, du suivant:

Membres provisoires.

«**122.1** Malgré l'article 65, les membres provisoires du conseil d'administration de la nouvelle corporation résultant d'une fusion visée au deuxième alinéa de l'article 121 restent en fonction au moins douze mois à compter de la date de la délivrance des lettres patentes.».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 126,
mod.

86. L'article 126 de cette loi est modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

Séance d'information.

«La séance annuelle publique d'information tenue en vertu du présent article peut avoir lieu en même temps que l'assemblée des usagers visés dans le paragraphe a des articles 78 et 81.».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 129,
mod.

87. L'article 129 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

Exercice dans un centre hospitalier.

«Dans le cas d'un centre hospitalier, le statut et les privilèges qui peuvent être accordés à un médecin ou dentiste le sont conformément au règlement.

Règles du conseil d'administration.

De plus, la jouissance des privilèges est assujettie au respect des règles approuvées par le conseil d'administration du centre.».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 129.1 aj.

88. Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 129, du suivant:

Exercice temporaire en cas d'urgence.

«**129.1** Le directeur des services professionnels, le président du conseil des médecins et dentistes ou un chef de département clinique peut, en cas d'urgence, accorder temporairement à un médecin ou à un dentiste l'autorisation d'exercer sa profession dans un centre hospitalier. Dans ce cas, la personne qui a accordé cette autorisation doit en aviser immédiatement le directeur général.

Soins.

Lorsque le délai pour l'obtention de cette autorisation risque d'être préjudiciable à un bénéficiaire, tout médecin ou dentiste peut, sans cette autorisation, donner les soins requis par l'état de ce bénéficiaire.».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 130,
mod.

89. L'article 130 de cette loi est modifié par le remplacement du sixième alinéa par les suivants:

Critères d'évaluation.

«Le conseil d'administration d'un centre hospitalier accepte ou refuse la candidature d'un médecin ou dentiste en tenant compte du plan d'organisation visé dans l'article 70, du nombre de médecins et dentistes prévu à ce plan d'organisation, des ressources disponibles et des exigences propres du centre.

Motifs de refus d'une candidature.

Le conseil peut aussi refuser la candidature d'un médecin ou dentiste en se fondant sur des critères de qualification, de compétence scientifique ou de comportement du médecin ou dentiste, eu égard aux exigences propres au centre hospitalier.

Refus motivé par écrit.

Tout refus doit être motivé par écrit.

Avis au conseil régional.

Le conseil doit, dans les trente jours de l'acceptation d'une candidature, en aviser le conseil régional concerné.».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 132,
mod.

90. L'article 132 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Appel à la Commission.

«**132.** Un médecin ou dentiste qui n'est pas satisfait d'une décision rendue à son sujet en vertu du septième alinéa de l'article 130 ou de l'article 131 peut en appeler à la Commission.».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 135, mod.

91. L'article 135 de cette loi est modifié par l'abrogation, dans les première et deuxième lignes, de ce qui suit: «, un centre de réadaptation fonctionnelle».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 139,
remp., a.
139.1, aj.

92. L'article 139 de cette loi est remplacé par les suivants:

Permis
perma-
nent.

«**139.** Un permis permanent est accordé pour une période de deux ans qui se termine le 31 mars.

Permis
tempo-
raire.

Un permis temporaire est accordé pour une période inférieure à deux ans.

Durée du
permis.

«**139.1** Un permis permanent est renouvelé pour deux ans si son détenteur remplit les conditions prescrites par règlement.

Modifica-
tion du
permis.

Cependant, le ministre peut, après consultation du conseil régional concerné, modifier la catégorie, la classe, le type ou la capacité indiqué au permis s'il estime que l'intérêt public le justifie.

Représen-
tations.

Avant de modifier la catégorie, la classe ou le type indiqué au permis, le ministre doit donner à l'établissement concerné l'occasion de lui faire des représentations.

Décision fi-
nale et
sans appel.

La décision du ministre est finale et sans appel; elle n'est pas considérée comme un refus de renouvellement aux fins de la sous-section 2 de la présente section.

Nouveau
permis.

Le détenteur d'un permis qui est modifié doit prendre les mesures nécessaires pour s'y conformer dans les six mois de la réception du nouveau permis.».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 141,
ramp.

93. L'article 141 de cette loi est remplacé par le suivant:

Rapport
d'activités,
états finan-
ciers.

«**141.** Un détenteur de permis doit, aux époques fixées par règlement ou, à défaut, sur demande du ministre, lui fournir en la forme qu'il prescrit:

1^o un rapport détaillé de ses activités qui contient les renseignements prescrits par règlement;

2^o des états financiers certifiés par le vérificateur de l'établissement, s'il s'agit d'un établissement public ou d'un établissement privé visé dans les articles 176 et 177.».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 144, ab.

94. L'article 144 de cette loi est abrogé.

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 150,
mod.

95. L'article 150 de cette loi est modifié:

1^o par le remplacement du premier alinéa par les suivants:

Médica-
ments au-
torisés.

«**150.** Le ministre dresse une liste des médicaments qui peuvent être utilisés dans un établissement. Cette liste est mise à jour périodiquement après consultation du conseil consultatif de pharmacologie institué par l'article 39 de la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29). Elle entre en vigueur lors de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

Médica-
ments au-
torisés.

Un établissement ne peut fournir que des médicaments qui apparaissent sur la liste visée au premier alinéa ou des prothèses ou appareils visés à l'article 3 de la Loi sur l'assurance-maladie ou inclus dans les services assurés visés à la Loi sur l'assurance-hospitalisation (L.R.Q., chapitre A-28).»;

2^o par la suppression dans les première et deuxième lignes du deuxième alinéa des mots «ou un centre de réadaptation fonctionnelle».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 152,
mod.

96. L'article 152 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Contrôle
d'une fa-
mille d'ac-
cueil.

«Une famille d'accueil doit se soumettre au contrôle et à la surveillance du centre de services sociaux par l'entremise duquel des enfants ou des adultes lui ont été confiés.».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 154,
rempl.

97. L'article 154 de cette loi est remplacé par le suivant:

Conditions
de travail.

«**154.** Le gouvernement peut, par règlement, déterminer les normes et barèmes qui doivent être suivis par les conseils régionaux, les établissements publics et les établissements privés visés dans les articles 176 et 177 pour:

1^o la sélection, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail applicables aux directeurs généraux et aux cadres supérieurs et intermédiaires;

2^o la rémunération et les autres conditions de travail applicables aux autres membres du personnel, compte tenu des conventions collectives en vigueur.».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 173,
mod.

98. L'article 173 de cette loi est modifié:

1^o par le remplacement du paragraphe *e* du premier alinéa par le suivant:

«*e*) déterminer, en matière d'hygiène, de salubrité et de sécurité, dans un établissement ou une famille d'accueil:

- i) les conditions minimums qui doivent être respectées;
- ii) les cas et circonstances où des mesures doivent être prises;
- iii) ces mesures, s'il y a lieu;»;

2^o par le remplacement des paragraphes *g* à *j* du premier alinéa par les suivants:

«*g*) déterminer la forme et la teneur de la demande de délivrance ou de renouvellement d'un permis, les qualités requises de la personne qui sollicite un permis ou son renouvellement, les exigences qu'elle doit remplir et les renseignements et documents qu'elle doit fournir;

«h) exiger, dans le cas d'un établissement privé qui n'est pas visé aux articles 176 et 177, que le détenteur d'un permis fournisse un cautionnement lors de sa délivrance et déterminer le montant, la forme, la durée et les modalités de perception, de versement, d'administration et d'utilisation de ce cautionnement;

«i) déterminer, selon la catégorie d'établissement qu'il indique, les directions, services et départements que le plan d'organisation d'un établissement doit prévoir, les fonctions que le chef de ces directions, services et départements doit remplir et, le cas échéant, les qualifications de ceux-ci;

«j) déterminer les statuts et privilèges que le conseil d'administration d'un centre hospitalier peut accorder à un médecin ou dentiste;

«j.1) déterminer les comités que le conseil des médecins et dentistes d'un centre hospitalier doit constituer, leurs fonctions et, s'il y a lieu, leur composition;»;

3° par le remplacement des paragraphes *l* à *p* du premier alinéa par les suivants:

«*l*) prescrire l'obligation pour le conseil d'administration d'un établissement de constituer un comité de vérification et, dans le cas d'un centre hospitalier, un comité consultatif à la direction générale et déterminer la composition de ces comités, leurs fonctions et pouvoirs, les règles de leur fonctionnement et les qualifications de leurs membres;

«*m*) établir des normes relatives à la comptabilité, aux finances et aux budgets des établissements publics et des établissements privés conventionnés, notamment en ce qui concerne:

i) l'élaboration des prévisions budgétaires et la date de leur soumission au conseil d'administration;

ii) l'approbation du budget par le ministre;

iii) les dépenses admissibles au financement par le ministre, les activités auxquelles elles sont reliées et les cas ou les circonstances dans lesquels un établissement a droit, en plus du financement de ses dépenses admissibles, au remboursement par le ministre d'autres dépenses que le règlement identifie;

iv) les modalités de paiement par le ministre des sommes qui doivent être versées aux établissements;

v) l'utilisation des revenus par l'établissement, soit la part de ces revenus qui doit être retournée au ministre, utilisée aux fins que celui-ci prévoit, défalquée des dépenses ou versée au conseil régional concerné;

«n) déterminer, à l'égard des établissements ou des conseils régionaux:

i) les normes sur les honoraires ou frais de fourniture de biens ou services, l'acceptation d'un don et les fonds de dotation ou à destination spéciale;

ii) les cas ou les circonstances dans lesquels l'autorisation du ministre ou du conseil régional est requise pour les matières visées dans le présent paragraphe;

«o) obliger un établissement à nommer un vérificateur de ses états financiers ou à utiliser les services d'un vérificateur nommé d'office par le ministre et déterminer:

i) les éléments sur lesquels doit porter le rapport de ce vérificateur;

ii) l'époque à laquelle ce rapport doit être transmis au conseil d'administration et au ministre;

iii) les modalités de l'acceptation ou du refus de ce rapport par le conseil d'administration;

«p) déterminer des normes sur les emprunts par un établissement public ou un établissement privé visé dans les articles 176 et 177 ainsi qu'obliger un tel établissement à obtenir l'autorisation du ministre pour emprunter par tout mode reconnu par la loi et à lui fournir, directement ou par l'intermédiaire d'une institution financière avec laquelle elle fait affaire, toutes les informations sur sa situation financière lors d'une telle demande d'autorisation;

«q) déterminer les centres hospitaliers qui doivent offrir et maintenir de façon ininterrompue un service d'urgence, prescrire les cas où un bénéficiaire a droit de recevoir des services d'urgence et, s'il y a lieu, déterminer les soins qu'ils comprennent, fixer la durée maximale d'occupation d'un lit par un bénéficiaire dans un service d'urgence et prévoir les mesures qu'un établissement doit prendre en cas de désastre;

«r) établir les règles que doivent suivre un établissement et les personnes qui y occupent un emploi ou y exercent une occupation pour prévenir ou faire cesser les conflits d'intérêts auxquels peuvent donner lieu l'octroi de contrats entre ces établissements et une famille d'accueil ou une entreprise dans laquelle ces personnes détiennent un intérêt direct ou indirect et déterminer les mesures que l'établissement ou le ministre peut prendre à cet égard;

«s) déterminer les cas, conditions ou circonstances dans lesquels un établissement qui ne peut faire lui-même des examens diagnostics doit les confier aux établissements ou laboratoires qu'il indique et, en cas d'impossibilité de ceux-ci, préciser les renseignements que l'établissement doit fournir au conseil régional concerné pour obtenir son autorisation de recourir à un autre laboratoire.»;

4° par le remplacement, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, du chiffre « quatre-vingt-dix » par le chiffre suivant: « soixante ».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 173.1,
aj.

99. Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 173, du suivant:

Réglemen-
tation du
ministre.

« **173.1** Le ministre peut, avec l'approbation du Conseil du trésor, faire des règlements applicables aux établissements, aux conseils régionaux et à la Corporation d'hébergement du Québec visée à l'article 178.1 sur la procédure et les conditions des approvisionnements, des achats en commun et des mandats donnés à cette fin, des constructions d'immeubles, des aliénations de biens, des locations d'immeubles, des contrats relatifs à ces matières et de conservation des documents qui s'y rapportent.

Entrée en
vigueur.

Ces règlements entrent en vigueur à la date de leur publication à la *Gazette officielle du Québec*. ».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 179,
mod.

100. L'article 179 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Infraction
et peine.

« **179.** Quiconque enfreint l'une des dispositions de la présente loi ou des règlements du gouvernement ou du ministre commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, d'une amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 1 000 \$ s'il s'agit d'un individu ou d'une amende d'au moins 500 \$ et d'au plus 5 000 \$ s'il s'agit d'une corporation. ».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 182,
mod.

101. L'article 182 de cette loi, modifié par l'article 13 du chapitre 33 des lois de 1980, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

Maintien
sur les
lieux des
personnes
hébergées.

« Dès la réception de la décision du ministre, cette personne ne doit pas permettre, sauf en cas d'urgence médicale ou avec l'autorisation écrite du ministre, le déplacement des personnes hébergées dans cette installation et dont les noms apparaissent en annexe de la décision motivée du ministre.

Infraction
et peine.

Quiconque contrevient au troisième alinéa du présent article commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, d'une amende d'au moins 2 000 \$ et d'au plus 5 000 \$ s'il s'agit d'un individu et d'une amende d'au moins 5 000 \$ et d'au plus 10 000 \$ s'il s'agit d'une corporation. ».

L.R.Q.,
c. S-5,
a. 183,
mod.

102. L'article 183 de cette loi est modifié par le remplacement dans les troisième, quatrième et cinquième lignes du premier alinéa de ce qui suit: «, «centre local de services communautaires» ou «centre de réadaptation fonctionnelle» » par les mots suivants: «ou «centre local de services communautaires» ».

L.R.Q.,
c. P-35,
a. 1, mod.

103. L'article 1 de la Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35), modifié par l'article 297 du chapitre 63 des lois de 1979, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«centre
hospitalier»;

«*a*) «centre hospitalier», «centre local de services communautaires», «conseil régional» et «établissement» ont le sens que leur donne la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5);»;

2° par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«maladie à
déclaration
obligatoire»;

«*d*) «maladie à déclaration obligatoire» désigne une maladie déterminée par règlement et qu'il est obligatoire de déclarer suivant la présente loi;»;

3° par le remplacement du paragraphe *e* par le suivant:

«maladie
vénérienne»;

«*e*) «maladie vénérienne» désigne la syphilis, les infections gonococciques, le chancre mou, la lympho-granulomatose vénérienne ou le granulome inguinal;».

L.R.Q.,
c. P-35,
a. 2, mod.

104. L'article 2 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

Pouvoirs.

«En outre des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente loi, le ministre peut:

a) déterminer des zones de services d'ambulance;

b) fixer les coûts ou taux du transport en ambulance en fonction des zones ou établir des normes permettant de les fixer;

c) établir des normes permettant de fixer le nombre maximum de permis de services d'ambulance et le nombre maximum d'ambulances; ce nombre maximum peut être fixé pour une région administrative ou pour une zone;

d) établir des normes de transport en ambulance entre établissements;

e) établir des normes de subvention aux services d'ambulances.

Délégation
de pou-
voirs.

Le ministre peut déléguer à un conseil régional les pouvoirs prévus aux paragraphes *a*, *c* et *d* du deuxième alinéa; il peut également confier à un conseil régional la gestion financière des fonds reliés à l'application du présent article.».

L.R.Q.,
c. P-35,
a. 5, remp.

105. L'article 5 de cette loi est remplacé par le suivant:

Déclara-
tion du
chef d'un
département.

«**5.** Le chef d'un département de santé communautaire doit déclarer au ministre, conformément au règlement, tout cas de maladie à déclaration obligatoire ou de maladie vénérienne.

Déclaration du médecin.

Tout médecin doit déclarer au ministre ou au chef du département de santé communautaire du territoire, conformément au règlement, les cas de maladie à déclaration obligatoire ou de maladie vénérienne dont il a connaissance.

Déclaration du directeur d'un laboratoire.

La personne qui dirige un laboratoire dans un établissement ou hors d'un établissement ou un département de biologie médicale doit déclarer au ministre ou au chef de département de santé communautaire du territoire, conformément au règlement, les cas où un examen révèle la présence d'une maladie à déclaration obligatoire ou d'une maladie vénérienne.

Désignation par numéro.

Dans les cas de déclaration de maladie vénérienne, il est interdit de déclarer le nom de la personne atteinte de cette maladie. Celle-ci doit être désignée par un numéro, avec la mention de son âge, de son sexe et de la municipalité où elle réside.».

L.R.Q.,
c. P-35,
a. 6, remp.

106. L'article 6 de cette loi est remplacé par le suivant:

Refus de traitement d'une maladie vénérienne.

«**6.** Tout médecin doit adresser à la personne déterminée par règlement une déclaration donnant le nom et l'adresse de toute personne qui refuse, néglige ou cesse de suivre le traitement requis pour une maladie vénérienne.».

L.R.Q.,
c. P-35,
a. 34, mod.

107. L'article 34 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Permis de service d'ambulance.

«Une personne qui sollicite un permis de service d'ambulance doit, de plus, indiquer dans sa demande le nombre d'ambulances qu'elle utilisera et les zones dans lesquelles elle exploitera son service.».

L.R.Q.,
c. P-35,
a. 35,
remp.

108. L'article 35 de cette loi est remplacé par le suivant:

Conditions du permis de service d'ambulance.

«**35.** Un permis indique le genre d'activités que son détenteur est autorisé à exercer et le nombre d'ambulances qu'un détenteur de permis de service d'ambulance peut utiliser et les zones dans lesquelles il peut exploiter son service.».

L.R.Q.,
c. P-35,
a. 36, mod.

109. L'article 36 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Nombre maximum de permis de service d'ambulance.

«Il peut refuser toute demande de permis de service d'ambulance ou refuser le nombre d'ambulances que le requérant désire utiliser lorsque le nombre maximum fixé en vertu du paragraphe c du deuxième alinéa de l'article 2 est atteint.».

L.R.Q.,
c. P-35,
aa. 40.1 à
40.3, aj.

110. Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 40, des suivants:

Abandon
du service
d'ambu-
lance.

«**40.1** Le détenteur d'un permis de service d'ambulance qui désire abandonner ou diminuer l'exploitation de ce service doit aviser le ministre et le conseil régional de sa région par courrier recommandé au moins 90 jours avant cet abandon ou cette diminution.

Coût du
transport
en ambu-
lance.

«**40.2** Il est interdit à toute personne d'exiger, pour un transport en ambulance, tout autre coût ou taux que celui qui est fixé en vertu du paragraphe *b* du deuxième alinéa de l'article 2.

Zonage du
transport
en ambu-
lance.

«**40.3** Il est interdit à un détenteur de permis de service d'ambulance de donner suite à un appel pour prendre en charge une personne dans une zone où un autre service d'ambulance est subventionné, sauf sur demande de ce service d'ambulance.».

L.R.Q.,
c. P-35,
a. 69, mod.

111. L'article 69 de cette loi, modifié par l'article 299 du chapitre 63 des lois de 1979, est de nouveau modifié:

1° par l'abrogation, à la fin du paragraphe *c*, des mots suivants: «ou en radiologie à des fins sanitaires»;

2° par l'addition, à la fin du paragraphe *d*, des mots suivants: «et les dossiers qu'il doit tenir»;

3° par le remplacement du paragraphe *e* par le suivant:

«*e*) établir le contenu des déclarations prévues aux articles 5, 45, 46, 47 et 48 ainsi que les règles relatives à la transmission de ces déclarations, à leur conservation ou à l'utilisation des documents relatifs à ces déclarations et déterminer la personne à qui doivent être adressées les déclarations faites en vertu de l'article 6 et le rôle du ministre, du chef de département de santé communautaire, du médecin et de la personne qui dirige un laboratoire dans un établissement ou hors d'un établissement ou un département de biologie médicale lorsqu'une maladie à déclaration obligatoire ou une maladie vénérienne a été déclarée;»;

4° par l'insertion, après le paragraphe *s*, du suivant:

«*s.1*) prescrire toute mesure utile en vue d'assurer la protection et la sécurité des personnes transportées en ambulance;».

Maintien
de la régle-
mentation.

112. Les règlements adoptés en vertu des dispositions remplacées par la présente loi sont réputés avoir été des règlements adoptés en vertu des dispositions édictées par la présente loi.

Maintien
des enten-
tes.

113. Les dispositions des ententes conclues en vertu de la Loi sur l'assurance-maladie qui ont effet lors de l'entrée en vigueur de la présente loi subsistent jusqu'à la conclusion de nouvelles ententes.

Exception.

Toutefois, les dispositions de la Loi sur l'assurance-maladie ou d'un règlement, décret ou arrêté adopté en vertu de celle-ci et qui

portent sur une matière prévue à l'entente conclue entre le ministre des Affaires sociales et l'Association québécoise des pharmaciens propriétaires avant l'entrée en vigueur de la présente loi, s'appliquent comme si cette matière n'était pas prévue à cette entente.

Exception. De même, les dispositions de la Loi sur l'assurance-maladie ou de la Loi sur les services de santé et les services sociaux ou d'un règlement, décret ou arrêté adopté en vertu de celles-ci et qui portent sur une matière prévue à une entente conclue entre le ministre des Affaires sociales et un autre organisme représentatif des professionnels de la santé avant l'entrée en vigueur de la présente loi, s'appliquent comme si cette matière n'était pas prévue à cette entente.

Médecin déjà soumis à une entente. **114.** Les dispositions des troisième et cinquième alinéas de l'article 19 de la Loi sur l'assurance-maladie édictées par l'article 4 de la présente loi ne s'appliquent pas à un médecin qui, à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, est soumis à l'application d'une entente conclue en vertu de l'article 19 de la Loi sur l'assurance-maladie.

Nouveau spécialiste. Toutefois, ces dispositions s'appliquent à un médecin qui obtient son certificat de spécialiste après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Internes et résidents. **115.** L'entente intervenue entre l'Association des hôpitaux de la province de Québec et la Fédération des médecins résidents et internes du Québec le 22 août 1980 est réputée une entente conclue par le ministre des Affaires sociales en vertu de l'article 19.1 de la Loi sur l'assurance-maladie édicté par l'article 5 de la présente loi.

Election ou nomination des membres du conseil d'administration d'un conseil régional. **116.** L'élection ou la nomination des membres d'un conseil d'administration d'un conseil régional est faite au cours du mois de mai 1982 conformément aux dispositions de la Loi sur les services de santé et les services sociaux telles que modifiées par les dispositions édictées par la présente loi. Les nouveaux membres de ce conseil d'administration déterminent, par tirage au sort, aux conditions qu'ils fixent, la durée du mandat des premiers membres de ce nouveau conseil pour assurer la rotation lors de l'élection ou de la nomination des membres subséquents.

Maintien en fonction des membres. Les membres d'un conseil d'administration d'un établissement élus ou nommés lors de l'entrée en vigueur de la présente loi continuent de siéger jusqu'à l'expiration de leur mandat ou jusqu'à ce qu'ils démissionnent ou perdent la qualité nécessaire à leur élection ou nomination. Les nouveaux membres sont élus ou nommés conformément aux dispositions de la Loi sur les services de santé et les services sociaux telles que modifiées par les dispositions édictées par la présente loi.

Élection ou nomination des nouveaux membres.

L'élection ou la nomination des nouveaux membres qui peuvent siéger sur les conseils d'administration d'un établissement en vertu des dispositions édictées par la présente loi a lieu au cours du mois de mai 1982 conformément aux dispositions de la Loi sur les services de santé et les services sociaux telles que modifiées par les dispositions édictées par la présente loi. Cependant, la durée du mandat de ces premiers membres est de deux ans.

Entrée en vigueur.

117. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction, à l'exception des articles 1 et 4, 7 à 10 et 14 à 23, des paragraphes 1°, 3°, 4° et 6° de l'article 24, des articles 25 à 29, 33, 35, 36, 40 et 42, des articles 18.1, 18.2 et 18.5 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux édictés par l'article 43, des articles 46, 49, 52 à 55, 57, 59 à 82, 86 à 91, 94 à 96, 100 et 102, du troisième alinéa de l'article 113 et de l'article 116 qui entreront en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toutes dates ultérieures fixées par proclamation du gouvernement.